

Otages: les Farc appellent à l'offensive, les spéculations continuent

BOGOTA (AFP) - Le chef de la guérilla marxiste des Farc, Manuel Marulanda, a appelé à une "offensive générale" en Colombie, où les spéculations continuaient d'aller bon train jeudi après l'échec de l'opération humanitaire visant à récupérer trois otages des Farc.



© AtlasVista
Alvaro Uribe, le 31 décembre 2007 à Bogota (© AFP - Mauricio Duenas)

Le vieux dirigeant des Forces armées révolutionnaires de Colombie, âgé de 77 ans, demande à ses troupes de "préparer les conditions d'une offensive générale" contre le président colombien Alvaro Uribe, dans un message de fin d'année rendu public jeudi mais daté du 24 décembre.

"Il faut profiter de la crise générale que traverse le gouvernement et de la fatigue de certaines unités militaires", affirme M. Marulanda, sans faire la moindre allusion à la mission montée par le Venezuela pour récupérer les otages dont les Farc ont promis la libération.

Le fondateur de la guérilla, en rébellion contre les autorités depuis 1964, appelle à "des actions armées sur les routes, dans les hameaux, les centres urbains, les villages et les casernes sans laisser de trêve à l'ennemi".

Ses déclarations paraissent au moment où l'armée annonce la mort d'un important membre des Farc, tué au cours d'"intenses combats" le 31 décembre, jour même de l'annonce du report de l'opération humanitaire.

Les affrontements ont eu lieu dans le département d'Arauca, limitrophe de l'Etat vénézuélien d'Apure, où se trouve l'un des aéroports qui avaient été préparés pour accueillir les otages après leur libération.

Les hélicoptères envoyés pour cette délicate opération ont quitté jeudi l'aéroport de Villavicencio, dans le centre de la Colombie, où ils ont attendu en vain que la guérilla fixe un point de rendez-vous pour aller les chercher dans la forêt.

Les émissaires internationaux se sont dits prêts pour une nouvelle mission, en cas d'accord préalable. L'émissaire brésilien Marco Aurelio Garcia estime, lui, préférable une opération clandestine.

S'il n'a jamais évoqué la suspension des opérations militaires, le président Uribe a affirmé qu'aucun combat n'avait été enregistré dans la région, où devaient être libérés Clara Rojas, assistante de l'ancienne candidate présidentielle Ingrid Betancourt, son fils Emmanuel et l'ex-parlementaire Consuelo Gonzalez.

Pour les autorités, l'échec de la mission est dû au fait que les Farc ne détiennent plus le fils de Mme Rojas, qui serait hébergé depuis deux ans dans un foyer à Bogota.

L'homme qui a remis le prétendu Emmanuel aux services de l'enfance assure qu'il s'agit du garçon né en captivité il y a trois ans. Selon cet habitant, la guérilla lui en aurait confié de force la garde, avant de venir le réclamer en vue de l'opération humanitaire.

"Les Farc m'avaient donné jusqu'au 30 décembre pour rendre l'enfant", a-t-il confié à la justice, selon le principal quotidien colombien El Tiempo, qui s'appuie sur des sources provenant des services de sécurité.



Le policier et ex-otage John Franck Pinchao s'adresse à la presse le 3 janvier 2008 (© AFP - Mauricio Duenas)

Le policier et ex-otage John Franck Pinchao, qui a vu Emmanuel pendant sa captivité, a exclu jeudi de pouvoir le reconnaître maintenant, car "un bébé change avec le temps", a-t-il dit, en s'en remettant aux tests ADN pratiqués sur la famille de Clara Rojas et sur l'enfant pour comparaison.

L'Agence bolivarienne de presse (ABP), considérée comme proche de la guérilla, a affirmé que la libération des otages était toujours en vue et a reproché au gouvernement colombien de "détourner l'attention".

Le message du chef des Farc insiste sur sa principale exigence: la démantèlement des municipalités de Florida et de Pradera, dans le sud du pays, afin d'organiser un échange entre plus d'une quarantaine d'otages, dont Mme Betancourt, et quelque 500 guérilleros emprisonnés.

"Si le président Uribe avait fait procéder à un retrait militaire à Florida et Pradera, le problème aurait été réglé depuis des années. Et ainsi, personne n'aurait perdu, tout le monde aurait gagné", assure Manuel Marulanda.